



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 52.981/4
du 25 mars 2013

advies 52.981/4
van 25 maart 2013

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
'relative à la communication
par voie électronique dans le
cadre des relations avec les
autorités publiques de la
Région de Bruxelles-Capitale'

een voorontwerp van
ordonnantie 'betreffende
communicatie via
elektronische weg in het kader
van de betrekkingen met de
overheden van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 1^{er} mars 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'relative à la communication par voie électronique dans le cadre des relations avec les autorités publiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 mars 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 mars 2013.

*

Op 1 maart 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'betreffende communicatie via elektronische weg in het kader van de betrekkingen met de overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 maart 2012. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 maart 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 2

Le 1°, c), doit être complété par les mots « situées sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ».

Articles 3 et 4

1. Selon l'exposé des motifs de l'avant-projet d'ordonnance :

« [l]a communication, tant interne, entre les administrations et les organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, qu'externe, entre les autorités publiques bruxelloises et les autres autorités ou entre les autorités publiques bruxelloises et les particuliers ou les entreprises, s'effectue de plus en plus par voie électronique. Afin d'organiser ce type de communication, de nombreux projets ont été mis sur pied au cours de ces dernières années. Lors de la mise en place de ces projets, on se trouve souvent confronté à une réglementation qui, à l'époque de sa rédaction, partait évidemment du principe que le transfert de données administratives ne pouvait s'effectuer que sous forme de document papier. Dans la plupart des cas où cette réglementation prescrit l'utilisation du papier, par exemple lorsque sont requis une signature manuscrite ou un envoi par la poste, que ce soit par recommandée ou non, il est également possible de remplir les fonctions visées par voie électronique et ceci avec des garanties équivalentes [...] »¹.

2. Selon le commentaire de l'article 3 :

« [e]n vertu du premier alinéa de cet article la communication électronique est autorisée, sans que ce soit explicitement prévu dans la réglementation applicable, et ce, à condition de répondre aux exigences du présent avant-projet d'ordonnance. Il s'agit aussi bien de communications internes qu'externes ».

3.1. Pris isolément, l'article 3 appelle les observations suivantes.

3.2. Hormis à l'égard des communes et des autres collectivités territoriales de la Région de Bruxelles-Capitale, il est inutile de prévoir que « les autorités publiques peuvent, dans

¹ Exposé des motifs, 1. Exposé général, alinéa 1^{er}.

le cadre de leurs compétences, communiquer par voie électronique, aussi bien entre elles qu'avec les personnes physiques, les personnes morales et les associations de faits ».

En effet, aucune autorisation légale n'est requise pour qu'une autorité publique puisse communiquer électroniquement ; la pratique quotidienne des administrations et des usagers qui s'adressent à elles le démontre d'ailleurs amplement.

3.3. Là où elle serait applicable, la disposition pose un principe général qu'elle vide ensuite de sa substance. En effet, le principe de la communication électronique ne vaut pas si « une formalité prescrite empêche la communication par voie électronique » sans que la disposition en projet n'énumère ces « formalités prescrites » qui empêcheraient la communication par voie électronique et ne détermine pas davantage les critères précis à mettre en œuvre pour identifier ces dernières.

3.4. L'article 3 s'apparente à une disposition transitoire dans la mesure où elle entrerait immédiatement en vigueur à l'égard de l'ensemble des autorités publiques mentionnées à l'article 2, 1°, de l'avant-projet d'ordonnance ainsi que des personnes physiques, personnes morales et associations de faits en relation avec ces autorités régionales jusqu'à ce que le gouvernement ait mis en œuvre l'habilitation que lui confère l'article 9, disposition qu'il convient de lire conjointement avec l'article 3.

L'article 9, deuxième phrase en français, en projet précise : « Le traitement ou la communication de ces informations par la voie électronique prévus par ces nouvelles dispositions doivent offrir des garanties équivalentes et être adaptés (lire : et adaptées) aux circonstances ». La version néerlandaise est rédigée comme suit : « De mogelijkheid om deze informatie te verwerken of mee te delen door middel van elektronische gegevensverwerking moet aan de omstandigheden aangepaste gelijkaardige waarborgen bieden ».

Outre la différence de rédaction, la section de législation se demande pourquoi l'exigence des mêmes garanties équivalentes et adaptées aux circonstances ne s'impose pas dès la mise en œuvre de l'article 3. La section de législation observe par ailleurs que le commentaire de l'article 9 en projet ne fournit aucune explication quant à la nature et à la portée des garanties équivalentes et adaptées aux circonstances.

4.1. L'article 4 de l'avant-projet d'ordonnance doit être lu conjointement avec l'article 3.

4.2. Dans la perspective de son commentaire, il n'apparaît pas clairement si l'intention sous-jacente à l'article 4 est de permettre que les communications électroniques qui sont visées par cette disposition puissent être de celles qui sont susceptibles de produire des effets juridiques.

Or, de la réponse à cette question dépend l'admissibilité ou non de la disposition en projet.

S'il s'agit de poser comme règle que des communications électroniques ne produisant aucun effet juridique peuvent être échangées, la disposition est inutile car elle va de soi. Comme à l'article 3, l'article 4 s'apparenterait à une déclaration de principe.

Si, par contre, l'intention est, au travers de la disposition en projet, de permettre, lorsqu'un particulier ou une autre autorité régionale y aura consenti, que des échanges électroniques émanant de l'autorité régionale puissent produire des effets de droit à l'égard de leurs destinataires, par exemple dans le cadre de procédures réglementées, l'article 4 est beaucoup trop laconique compte tenu des effets importants qu'il emporterait.

4.3. Dans ce cas de figure, c'est au législateur de déterminer, dans ses éléments essentiels, une procédure précise au terme de laquelle il pourrait être établi de manière univoque que le « destinataire » a donné son consentement éclairé à ce que, à l'égard de l'autorité publique concernée, des notifications emportant des effets de droit puissent être réalisées par l'autorité publique uniquement par voie électronique.

S'agissant d'une adresse électronique privée, il ne peut être ignoré que l'on peut en changer fréquemment et aisément, ni que l'adresse électronique ne constitue pas une donnée reprise dans les registres de la population, de telle sorte que si l'autorité publique peut, dans la très grande majorité des cas, procéder à une notification « classique » visant à produire des effets juridiques en se fondant sur le domicile des personnes concernées, il n'en va pas de même pour ce qui concerne la faculté d'atteindre réellement le destinataire d'une notification électronique, alors que le but premier poursuivi par toute notification est de produire des effets juridiques. Par conséquent, il ne pourrait être admis qu'un destinataire soit atteint uniquement par voie électronique dans ses rapports juridiques avec l'autorité publique qu'à la condition qu'il ait explicitement consenti à n'être atteint à l'avenir que par cette voie à l'issue d'une procédure transparente quant aux effets juridiques liés à son consentement.

4.4. Par ailleurs, dans le contexte propre à l'usage de la messagerie électronique, la disposition en projet n'envisage pas la faculté pour la personne qui aurait accepté de recevoir des notifications par la voie électronique de la part d'une autorité publique, ni de modifier son adresse électronique, ni de revenir sur cette acceptation et de mettre fin, pour l'avenir, purement et simplement à ce type de communication dans ses rapports avec une autorité publique.

La section de législation observe que, dans le commentaire de l'article 4, l'auteur de l'avant-projet d'ordonnance semble établir une présomption d'accord quand « une personne entre régulièrement en contact avec l'autorité en envoyant des e-mails ». Cette intention, que la disposition en projet ne traduit pas, ne pourrait en tout cas être admise que moyennant l'accord exprès de la personne, certainement quand il s'agit de notifications destinées à produire des effets juridiques, et un encadrement procédural complet. Tout cela fait défaut.

5. En conclusion, une ordonnance ne doit contenir que des dispositions dont l'objet est de produire des effets juridiques ; des déclarations de principe n'y ont donc pas leur place.

En fonction des intentions de l'auteur de l'avant-projet d'ordonnance, il y a lieu de préciser exactement quelle est l'exacte portée tant de l'article 3 que de l'article 4, et comment ils s'articulent réciproquement.

Article 5

L'article 5 constitue également une déclaration de principe qui n'a pas de portée juridique à défaut d'énoncer quelles sont les mesures à prendre pour garantir le respect des impératifs qu'il vise.

L'article 5 doit donc être omis ou substantiellement complété en déterminant les éléments essentiels du régime juridique relatif aux mesures à prendre pour garantir la confidentialité des communications et de leurs contenus.

Article 6

L'article 6 soulève la même difficulté d'interprétation que l'article 4, à savoir qu'il n'apparaît pas clairement si l'intention sous-jacente est de viser toute communication par voie électronique adressée à une autorité publique ou uniquement les communications électroniques visant à produire des effets de droit, par exemple dans le cadre d'une procédure réglementée.

S'il s'agit de poser comme règle que des communications électroniques ne produisant aucun effet juridique ne peuvent être adressées à l'autorité publique que si l'autorité publique y a consenti selon des voies qu'elle aura déterminées, la disposition ne peut être admise car elle restreint de manière importante et sans que l'on ne décèle en l'espèce de raison pour ce faire, le droit dont dispose chaque citoyen de s'adresser à l'autorité publique selon les moyens qu'il juge les plus utiles pour lui.

Si, par contre, l'intention est, au travers de la disposition en projet, de permettre à l'autorité publique de déterminer les conditions dans lesquelles elle est susceptible d'accepter que des communications électroniques qui lui seraient adressées pourront produire des effets de droit à son égard, la disposition examinée est dépourvue de contenu concret puisqu'elle se borne à affirmer qu'une communication électronique adressée à une autorité publique sera autorisée lorsque l'autorité publique concernée aura fait savoir qu'elle autorise ce mode de communication.

Si la Région de Bruxelles-Capitale entend prévoir que des communications électroniques qui seraient adressées à des autorités publiques de son ressort ne pourront produire d'effet juridique que si toute une série de conditions préalables et de garanties sont remplies, il lui revient, au travers de l'ordonnance en projet, d'édicter ces conditions et garanties.

L'article 6 doit donc être omis ou substantiellement complété.

Article 7

Comme il découle de l'article 4, §§ 4 et 5, de la loi du 9 juillet 2001 'fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification' qu'une signature électronique au sens de cette loi est en principe assimilée à une signature manuscrite, l'article 7 ne peut laisser entendre que lorsqu'une communication doit être signée, cette exigence peut être remplie par une procédure électronique si la nature de la

communication ne s'y oppose pas car, ce faisant, l'article 7 dénaturerait le caractère inconditionnel de la règle de l'article 4 de la loi du 9 juillet 2001.

Pour le surplus, comme pour la majeure partie des dispositions de l'avant-projet, l'article 7 se borne à énoncer des déclarations de principe mais ne fixe aucun contenu normatif relatif aux objets pour lesquels il annonce une réglementation.

L'article 7 sera donc omis.

Article 9

Compte tenu du pouvoir d'appréciation conféré au Gouvernement dans l'article 9 et de ce que cette habilitation n'est pas limitée dans le temps, il convient de prévoir que les arrêtés qui seront pris sur la base de celle-ci devront être confirmés par ordonnance dans un délai à fixer et qu'à défaut de l'être, ils seront privés de tout effet ².

OBSERVATION FINALE

L'arrêté de présentation est incomplet : il y manque la formule de présentation du projet d'ordonnance ³.

*

² Comparer avec l'article 409, alinéa 3, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 226 à 228 et formules F 4-1-10-3 et F 6.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

De bepaling onder 1°, c), moet worden aangevuld met de woorden “gelegen op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad”.

Artikelen 3 en 4

1. In de memorie van toelichting van het voorontwerp van ordonnantie wordt het volgende gesteld:

“De communicatie, zowel intern, tussen de administraties en instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, als extern, tussen de Brusselse overheden en andere overheden of tussen Brusselse overheden en particulieren of bedrijven, verloopt meer en meer via elektronische weg. Om dit mogelijk te maken zijn de laatste jaren tal van projecten opgezet. Bij de implementatie van die projecten stoot men vaak op bestaande regelgeving, die destijds werd opgesteld vanuit het perspectief dat het bestuurlijk gegevensverkeer enkel kan bestaan in de uitwisseling van papieren documenten. In de meeste gevallen waar deze regelgeving verwijst naar papiergerelateerde concepten, zoals naar handgeschreven ondertekening of naar verzending via de post, al dan niet door middel van een aangetekende zending, kunnen de nagestreefde functies met evenwaardige garanties ook op elektronische wijze worden vervuld”¹.

2. De bespreking van artikel 3 luidt als volgt:

“Op grond van het eerste lid van dit artikel is elektronische communicatie toegestaan onder dat daarin expliciet in de toepasselijke regelgeving is voorzien, op voorwaarde dat aan de eisen van dit voorontwerp van ordonnantie is voldaan. Daarbij gaat het zowel over interne als externe communicatie”.

3.1. Afzonderlijk beschouwd geeft artikel 3 aanleiding tot de volgende opmerkingen.

¹ Memorie van toelichting, 1. Algemene toelichting, eerste alinea.

3.2. Behalve ten aanzien van de gemeenten en de andere territoriale collectiviteiten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is het onnodig te bepalen dat “[d]e overheden (...) zowel onderling als met de natuurlijke personen, de morele personen en de feitelijke associaties, in het kader van hun bevoegdheden [mogen] communiceren via elektronische weg”.

Er is immers geen enkele wettelijke machtiging vereist opdat een openbare overheid mededelingen zou kunnen doen langs elektronische weg, zoals genoegzaam wordt aangetoond door de dagelijkse praktijk van de besturen en de burgers die zich daartoe wenden.

3.3. Daar waar de bepaling toepasselijk zou zijn, stelt ze een algemeen beginsel dat ze vervolgens uitholt. Het beginsel van de elektronische communicatie geldt immers niet wanneer “een vormvoorschrift elektronische communicatie onmogelijk maakt”. De ontworpen bepaling noemt deze “vormvoorschriften” die aan de elektronische communicatie in de weg staan echter niet en bepaalt evenmin de precieze criteria op basis waarvan kan worden vastgesteld om welke vormvoorschriften het gaat.

3.4. Artikel 3 heeft veel weg van een overgangsbepaling in zoverre het onmiddellijk in werking treedt ten aanzien van alle overheden die worden vermeld in artikel 2, 1°, van het voorontwerp van ordonnantie en ten aanzien van de natuurlijke personen, rechtspersonen en feitelijke verenigingen die in betrekking staan met deze gewestelijke instanties, tot op het moment waarop de regering uitvoering heeft gegeven aan de machtiging die haar bij artikel 9 wordt verleend, een bepaling die in samenhang met artikel 3 moet worden gelezen.

De tweede zin van het ontworpen artikel 9 luidt in het Nederlands als volgt: “De mogelijkheid om deze informatie te verwerken of mee te delen door middel van elektronische gegevensverwerking moet aan de omstandigheden aangepaste, gelijkaardige waarborgen bieden”. In de Franse versie luidt deze zin als volgt: “Le traitement ou la communication de ces informations par la voie électronique prévus par ces nouvelles dispositions doivent offrir des garanties équivalentes et être adaptés (lees: et adaptées) aux circonstances”.

Behalve het redactionele verschil tussen de beide versies vraagt de afdeling Wetgeving zich af waarom het vereiste van de aan de omstandigheden aangepaste, gelijkaardige waarborgen niet reeds naar voren wordt gebracht vanaf de implementatie van artikel 3. De afdeling Wetgeving merkt voorts op dat de toelichting van het ontworpen artikel 9 geen enkele uitleg verstrekt over de aard en de strekking van de aan de omstandigheden aangepaste, gelijkaardige waarborgen.

4.1. Artikel 4 van het voorontwerp van ordonnantie moet in samenhang met artikel 3 worden gelezen.

4.2. In de context van de toelichting van het artikel is het niet duidelijk of achter artikel 4 de bedoeling schuilgaat dat de elektronische mededelingen waarnaar in dat artikel wordt verwezen, rechtsgevolgen kunnen teweegbrengen.

Van het antwoord op deze vraag hangt het echter af of de ontworpen bepaling al dan niet toelaatbaar is.

Indien de bedoeling voorziet als regel te stellen dat elektronische mededelingen die geen enkel rechtsgevolg hebben, kunnen worden overgebracht, is de bepaling nutteloos aangezien ze de evidentie zelve is. Artikel 4 zou dan, zoals artikel 3, veel weg hebben van een beginselverklaring.

Indien de bedoeling van de ontworpen bepaling evenwel is dat elektronische mededelingen van gewestelijke instanties ten aanzien van de geadresseerden ervan, bijvoorbeeld in het kader van gereguleerde procedures, rechtsgevolgen kunnen teweegbrengen, indien een privépersoon of een andere gewestelijke instantie daarmee heeft ingestemd, is artikel 4 veel te beknopt, gelet op de belangrijke gevolgen die het zou meebrengen.

4.3. In dit geval moet de wetgever de kernpunten van een precieze procedure vaststellen na verloop waarvan duidelijk kan worden aangetoond dat de “geadresseerde” er weloverwogen mee heeft ingestemd dat de betreffende overheidsinstantie de kennisgevingen die rechtsgevolgen teweegbrengen, enkel op elektronische wijze doet.

Er moet worden opgemerkt dat een elektronisch privéadres vaak en gemakkelijk kan worden veranderd en dat een elektronisch adres niet in de bevolkingsregisters is opgenomen. Alhoewel een overheidsinstantie in de meeste gevallen een “klassieke” kennisgeving, gebaseerd op de woonplaats van de betrokken personen, kan gebruiken om rechtsgevolgen te veroorzaken, geldt dat dus niet voor de mogelijkheid om de geadresseerde van een elektronische kennisgeving daadwerkelijk te bereiken, terwijl het eerste doel van elke kennisgeving erin bestaat rechtsgevolgen te doen ontstaan. Dat een geadresseerde enkel via elektronische weg wordt bereikt in zijn rechtsverkeer met de overheid, is bijgevolg alleen aanvaardbaar indien hij uitdrukkelijk ermee heeft ingestemd dat hij in de toekomst slechts via deze weg wordt gecontacteerd, en dit na een transparante procedure wat de rechtsgevolgen betreft die met zijn instemming samenhangen.

4.4. In de context die eigen is aan het gebruik van de elektronische post, wordt in de ontworpen bepaling voorts niet de mogelijkheid overwogen dat de persoon die erin zou hebben toegestemd elektronische kennisgevingen van een overheidsinstantie te ontvangen, zijn elektronisch adres wijzigt, noch dat hij op deze toestemming terugkomt en aan dit soort mededelingen in zijn betrekkingen met een overheidsinstantie met betrekking tot de toekomst eenvoudigweg een einde maakt.

De afdeling Wetgeving merkt op dat de steller van het voorontwerp van ordonnantie in de toelichting op artikel 4 een vermoeden van instemming lijkt te opperen “wanneer een persoon regelmatig met de administratie correspondeert via e-mail”. Deze bedoeling, die niet tot uiting wordt gebracht in de ontworpen bepaling, is in ieder geval alleen aanvaardbaar indien de persoon uitdrukkelijk heeft toegestemd, zeker in verband met kennisgevingen die rechtsgevolgen moeten teweegbrengen, en in het kader van een volledig uitgewerkte procedure. Dat alles ontbreekt.

5. De slotsom is dat een ordonnantie enkel bepalingen moet bevatten die leiden tot rechtsgevolgen; beginselverklaringen horen er niet thuis.

Naargelang van de bedoelingen van de steller van het voorontwerp van ordonnantie, moet nauwkeurig worden aangegeven wat de precieze strekking is van zowel artikel 3 als artikel 4, en hoe deze artikelen zich tot elkaar verhouden.

Artikel 5

Ook artikel 5 is een beginselverklaring zonder juridische betekenis, aangezien niet wordt aangegeven welke maatregelen moeten worden genomen om de naleving te waarborgen van de vermelde voorschriften.

Artikel 5 moet dus worden weggelaten, ofwel moet het fundamenteel worden aangevuld waarbij de kernpunten worden vastgesteld van de juridische voorschriften betreffende de noodzakelijke maatregelen om de vertrouwelijkheid van de mededelingen en van de inhoud ervan te waarborgen.

Artikel 6

Artikel 6 levert dezelfde interpretatiemoeilijkheid op als artikel 4, namelijk dat de onderliggende bedoeling niet duidelijk naar voren komt: wordt elk elektronisch bericht bedoeld dat aan een overheidsinstantie wordt overgezonden, of worden enkel de elektronische mededelingen bedoeld die, bijvoorbeeld in het kader van een gereguleerde procedure, rechtsgevolgen beogen te hebben?

Indien het de bedoeling is als regel te stellen dat elektronische mededelingen die geen enkel rechtsgevolg hebben, slechts aan de overheid kunnen worden overgezonden indien deze ermee heeft ingestemd volgens de procedure die ze heeft vastgesteld, is de bepaling niet aanvaardbaar. Ze beperkt immers op ingrijpende wijze en zonder aanwijsbare reden het recht van elke burger om zich tot een overheidsinstantie te wenden op de wijze die hij voor hem het nuttigst acht.

Indien het daarentegen de bedoeling is dat de overheid door middel van de ontworpen bepaling de voorwaarden mag vaststellen om te aanvaarden dat elektronische mededelingen aan haar adres voor haar rechtsgevolgen zouden hebben, is de voorliggende bepaling doelloos. Ze bevestigt immers alleen maar dat een elektronische mededeling aan een overheidsinstantie mogelijk is wanneer de betrokken overheid te kennen heeft gegeven dat ze toestaat op deze wijze te communiceren.

Indien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest erin wil voorzien dat elektronische mededelingen aan overheden waarvoor het bevoegd is alleen rechtsgevolgen kunnen hebben indien aan een aantal voorafgaande voorwaarden en waarborgen is tegemoetgekomen, moet het deze voorwaarden en waarborgen in de ontworpen ordonnantie vaststellen.

Artikel 6 moet worden weggelaten, ofwel moet het fundamenteel worden aangevuld.

Artikel 7

Aangezien uit artikel 4, §§ 4 en 5, van de wet van 9 juli 2001 ‘houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten’ voortvloeit dat een elektronische handtekening in de zin van deze wet in principe met een handgeschreven handtekening is gelijkgesteld, kan artikel 7 niet doen uitschijnen dat aan het vereiste dat een mededeling moet worden ondertekend, door een elektronische procedure kan worden voldaan indien de aard van de mededeling daaraan niet in de weg staat. Artikel 7 zou aldus immers het onvoorwaardelijk karakter van de regel vervat in artikel 4 van de wet van 9 juli 2001 uithollen.

Voor het overige formuleert artikel 7, zoals het merendeel van de bepalingen van het voorontwerp, louter beginselverklaringen maar stelt het geen enkele regelgevende inhoud vast betreffende de onderwerpen die het zegt te regelen.

Artikel 7 moet dus worden weggelaten.

Artikel 9

Gelet op de beoordelingsbevoegdheid die de Regering in artikel 9 wordt verleend en op het feit dat deze bevoegdheid niet in de tijd is beperkt, moet erin worden voorzien dat de besluiten die op basis van deze bevoegdheid worden genomen bij ordonnantie worden bekrachtigd binnen een te bepalen termijn. Anders verliezen ze iedere uitwerking².

SLOTOPMERKING

Het indieningsbesluit is onvolledig: het indieningsformulier van het ontwerp van ordonnantie ontbreekt³.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY

² Vergelijk met artikel 409, derde lid, van de programmawet (I) van 24 december 2002.

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 226 tot 228 en formules F 4-1-10-3 en F 6.